



Une étude sanitaire pluriannuelle des peintures murales dans le Lot : méthodologie, bilan et perspectives

A multi-year health study of wall painting in the Lot: methodology, results and possibilities

Guillaume Bernard et Manon Vidal



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/pds/12693>

DOI : [10.4000/pds.12693](https://doi.org/10.4000/pds.12693)

ISSN : 2494-2782

Éditeur

Région Occitanie

Référence électronique

Guillaume Bernard et Manon Vidal, « Une étude sanitaire pluriannuelle des peintures murales dans le Lot : méthodologie, bilan et perspectives », *Patrimoines du Sud* [En ligne], 18 | 2023, mis en ligne le 01 septembre 2023, consulté le 02 septembre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/pds/12693> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/pds.12693>

Ce document a été généré automatiquement le 2 septembre 2023.



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Une étude sanitaire pluriannuelle des peintures murales dans le Lot : méthodologie, bilan et perspectives

A multi-year health study of wall painting in the Lot: methodology, results and possibilities

Guillaume Bernard et Manon Vidal

Introduction

Une grande richesse patrimoniale

- 1 Le Lot est l'un des seuls départements de France à avoir conservé dans ses monuments civils et religieux une telle richesse de décors peints. On dénombre un peu plus de 110 ensembles de peintures murales protégés parmi les monuments historiques, identifiées individuellement en tant que telles car présentant un caractère historique ou iconographique intrinsèque. Qu'elles soient historiées ou simplement ornementales, ce sont avant tout des peintures monumentales, intimement liées à l'architecture dont elles épousent les contours et s'adaptent aux contraintes. Si, pour les ensembles les plus complexes, elles peuvent couvrir partiellement ou en totalité les murs et voûtes d'un édifice, la plupart des peintures présente aujourd'hui un état très lacunaire allant parfois jusqu'à de simples fragments. Leur datation va de l'époque romane au XIX^e siècle mais la grande majorité appartient aux XV^e et XVI^e siècles.
- 2 Dans ce corpus, rares sont les peintures réalisées selon la technique de la « vraie fresque ». C'est le cas pourtant des peintures de la chapelle Saint-Michel à Rocamadour, de l'église de Rampoux et de l'église de Rouillac, *a priori* seuls exemples de fresques romanes. Les peintures de l'église de Tauriac, datant du XVI^e siècle et représentant le cycle de la Vie et de la Passion du Christ accompagné de tout un collège de sibylles et de prophètes, ont également été réalisées selon cette technique. Sauf quelques exceptions

de ce type, la grande majorité des décors sont des compositions peintes à la détrempe sur enduit sec, et liées à l'œuf, à la colle animale ou à la caséine.

Du Moyen Âge au XIX^e siècle

- 3 Les décors romans conservés sont rares (église de Rouillac à Montcuq, Rampoux, Rocamadour et Souillac). Ils laissent toutefois deviner la présence dans la région d'artistes de grand talent. Ceci est sensible à Rocamadour, haut lieu de pèlerinage depuis le XII^e siècle, où l'on peut admirer les scènes de l'Annonciation et de la Visitation peintes au tout début du XII^e siècle sur le mur extérieur nord de la chapelle Saint-Michel : tout en elles rappelle la préciosité des émaux limousins (fig. 1).

Fig. 1



Rocamadour (Lot), chapelle Saint-Michel ; vue d'ensemble de l'Annonciation sur l'élévation nord
Nelly Blaya © Conseil départemental du Lot ; © Inventaire général Région Occitanie

- 4 Ces fragiles décors romans côtoient une production plus dense des XIII^e et XIV^e siècles dans les villes commerciales et les églises-étapes sur le chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle (Cahors, Carennac...). C'est le cas à la coupole ouest de la cathédrale de Cahors où le martyr de saint Étienne et les prophètes peints au XIV^e siècle témoignent de l'intervention d'un atelier de qualité, soucieux de concilier rythme et monumentalité, goût du détail et construction rigoureuse (fig. 2).

Fig. 2



Cahors (Lot), cathédrale Saint-Étienne ; vue d'ensemble des décors de la coupole ouest
Nelly Blaya © Conseil départemental du Lot ; © Inventaire général Région Occitanie

- 5 C'est à la fin du Moyen Âge et au XVI^e siècle que l'on assiste à une explosion créative. Cette production tardive est due à une période de prospérité, de reconstruction et de réfection des nombreux édifices ruinés pendant la guerre de Cent Ans. De fait, la grande majorité du corpus des peintures murales protégé au titre des monuments historiques appartient à cette période. Les cycles iconographiques liés à la Vie du Christ, de la Vierge et des saints se diversifient. Ainsi en est-il de l'ensemble des douze apôtres accompagnés des attributs permettant de les identifier dans la chapelle Saint-André des Arques (fig. 3). Les peintres font alors preuve d'un sens très vif de l'anecdote et du pittoresque qui animent leurs œuvres d'une grande spontanéité. En témoigne la richesse des détails émaillant les décors des églises de Guirande à Felzins, de Reilhaguet, Soulomès, Martignac ou Tauriac (fig. 4). Le Lot conserve aussi quelques ensembles narratifs remarquables qui, à défaut d'être originaux, n'en sont pas moins représentatifs du corpus médiéval : deux d'entre eux figurent le défilé des péchés capitaux dans les églises de la Masse aux Junies et de Martignac à Puy-l'Évêque ; deux autres la rencontre des trois morts et des trois vifs, célèbre fable moralisatrice médiévale, à Rocamadour (fig. 5) et à Carennac (fig. 6) ; et deux derniers le Jugement dernier à Martignac (fig. 7) et à Cahors, dans la chapelle Saint-Gausbert (fig. 8).

Fig. 3



Les Arques (Lot), église Saint-André ; vue partielle des décors sur l'élévation sud de l'abside
Nelly Blaya © Conseil départemental du Lot ; © Inventaire général Région Occitanie

Fig. 4



Tauriac (Lot), église Saint-Martial ; vue partielle des décors sur les voûtes de la travée sud
Nelly Blaya © Conseil départemental du Lot ; © Inventaire général Région Occitanie

Fig. 5



Rocamadour (Lot), chapelle Notre-Dame ; la rencontre des trois morts et des trois vifs
Philippe Poitou © Inventaire général Région Occitanie

Fig. 6



Carennac (Lot), prieuré-doyenné Saint-Pierre ; la rencontre des trois morts et des trois vifs
Philippe Poitou © Inventaire général Région Occitanie

Fig. 7



Puy-l'Évêque (Lot), église Saint-Pierre de Martignac ; nef, mur sud : détail du Paradis : anges conduisant des élus vers saint Pierre

Philippe Poitou © Inventaire général Région Occitanie

Fig. 8



Cahors (Lot), cathédrale Saint-Étienne ; chapelle Saint-Gausbert : le Jugement dernier

Sylvie Decottignies © Inventaire général Région Occitanie

- 6 La période de la Renaissance reste peu représentée mais quelques exemples magnifiques de décors civils ont été sauvegardés comme ceux de la maison des consuls de Saint-Céré, datant de la 2^e moitié du XVI^e siècle (fig. 9).

Fig. 9



Saint-Céré (Lot), maison des consuls ; salle du 2^e étage, mur sud : encadrement de porte peint en trompe-l'œil et ville fortifiée

Philippe Poitou © Inventaire général Région Occitanie

- 7 La contre-réforme catholique suscite au XVII^e siècle un renouveau pictural. Les peintures sont alors moins narratives et les cycles relatant les différents épisodes bibliques ou des vies de saints ont moins cours dans cette nouvelle iconographie qui représente plus ponctuellement les figures des apôtres et autres évocations bibliques, mêlées à des motifs décoratifs divers souvent très abondants. Les peintures du 1^{er} quart du XVII^e siècle dans la chapelle de l'ancien collège des jésuites de Cahors l'illustrent tout particulièrement (fig. 10). Dans des édifices civils apparaissent aussi de très intéressants décors peints d'inspiration profane, comme en témoignent ceux du château de Cénevières où sont traités des sujets mythologiques (fig. 11). Après l'élan religieux du XIX^e siècle, la peinture monumentale recule au XX^e siècle, laissant alors la place au temps des restaurations.

Fig. 10



Cahors (Lot), chapelle du collège de jésuites actuellement collège Gambetta ; détail de la voûte de la chapelle Saint-Joseph

Nelly Blaya © Conseil départemental du Lot ; © Inventaire général Région Occitanie

Fig. 11



Cénévières (Lot), château ; cabinet d'alchimie, mur sud : le combat de Jason et des deux taureaux

Philippe Poitou © Inventaire général Région Occitanie

Le temps des restaurations

- 8 La grande majorité des peintures protégées au titre des monuments historiques a fait l'objet de travaux de consolidation et de restauration, parfois dans un passé ancien (le chœur de la cathédrale a été restauré par Cyprien Calmon dans les années 1890 ; celles de Rampoux ont été dégagées et repeintes dans les années 1920), souvent juste après leur découverte et mise au jour au cours des décennies 1970 et 1990 qui pourraient être qualifiées d' « âge d'or » de la restauration dans le Lot (plus d'une trentaine de chantiers, concernant notamment les églises de Souломès et Lunegarde, La Masse aux Junies et Martignac à Puy-L'Évêque...), parfois plus récemment (la tour de Teyssieu, l'église de Guirande à Felzins, Meyraguet à Lacave...). Très rares sont les décors muraux qui n'ont *a priori* jamais été traités (tour du château de Lacapelle-Marival, église Saint-Pierre-Liversou à Francoulès...), du moins d'après la documentation disponible.

Un corpus bien documenté

- 9 La documentation actuellement disponible sur les peintures murales résulte majoritairement des études menées par l'Inventaire général du patrimoine culturel. Au cours des années 1990 et 2000, en parallèle du travail universitaire de Virginie Czerniak (thèse soutenue en 2004) sur les peintures murales médiévales du Quercy, le service régional de l'Inventaire a initié le recensement systématique des décors peints médiévaux et modernes sur le département du Lot, bien au-delà des seuls monuments historiques. Cette base de données est d'ailleurs actualisée régulièrement en fonction des découvertes et interventions, complétée lorsque cela est possible des rapports de restauration. Puis, en 2011, en collaboration avec le service patrimoine du Département, l'ouvrage *Archives de pierre, les églises du Moyen Âge dans le Lot* est publié et une mise en ligne des notices thématiques (150) est faite. Cet ouvrage est alors complété par une exposition en itinérance dans le Lot sur « L'art de la couleur, les peintures monumentales du Lot du Moyen Âge à aujourd'hui », ainsi que par la publication d'une carte touristique restituant une partie du recensement des peintures monumentales.

Pourquoi une étude générale du corpus des peintures murales du Lot ?

- 10 L'importance numérique du corpus, mais aussi la complexité d'appréhension matérielle de ce type d'œuvre, incite le service patrimoine du Département du Lot à placer la peinture murale comme une priorité parmi les enjeux majeurs en termes de conservation et restauration du patrimoine départemental dès 2016. En effet, malgré des travaux de restauration, parfois récents, certains décors présentent des altérations et des problèmes de conservation, posant la question à la fois de l'état sanitaire des édifices dans lesquels ils se trouvent et l'efficacité voire les effets négatifs des techniques de restauration employées. La réflexion engagée alors s'oriente vers une étude sanitaire pluriannuelle de grande ampleur. La convention de partenariat qui lie l'État (DRAC Occitanie) au Département du Lot, à travers l'aide au financement des restaurations de monuments historiques, apparaît comme le cadre idéal à la mise en œuvre de cette étude. Celle-ci est dès lors prévue pour être réalisée sous maîtrise

d'ouvrage du Département du Lot, sous le contrôle scientifique et technique de l'État (DRAC Occitanie), avec un financement à parts égales des deux partenaires. Elle doit permettre de disposer d'une connaissance générale de l'état de conservation physique des peintures murales protégées, au terme d'une durée relativement brève (l'échéance avait alors été envisagée sur 3 à 4 ans), afin d'une part de mesurer si des pathologies communes ou transversales peuvent ou non être identifiées, et, d'autre part, de définir des priorités d'intervention au cours des années qui suivront. Les données disponibles de l'inventaire, qui s'était accompagné, sur le terrain, d'une évaluation sommaire de l'état de conservation des décors, ont servi de base à la sélection de 51 décors jugés prioritaires pour bénéficier de l'étude.

- 11 Cette démarche programmée sur du long terme, démarrante par un inventaire et devant aboutir à la mise en place d'un potentiel outil partagé permettant de disposer à la fois d'une vision globale du sujet sur un territoire précis et de priorités d'interventions concrètes, est particulière et a priori unique en France.

Méthodologie mise en œuvre

- 12 Afin de mettre en œuvre ces objectifs, on envisagea pour chaque décor identifié un protocole commun en trois temps. Tout d'abord, une première phase de récolement et d'analyse succincte de toute la documentation disponible, à savoir : la documentation de l'inventaire général du patrimoine culturel (Région Occitanie), celle de la DRAC Occitanie (fiches sanitaires réalisées pour chaque édifice par l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine du Lot, dossier de protection et documentation des travaux de la Conservation régionale des monuments historiques), celle de la Médiathèque du patrimoine et de la photographie, enfin toute référence bibliographique pouvant être utile à l'étude. À ces principaux fonds identifiés au démarrage de l'étude s'ajouta en cours de route le fonds d'archives de l'atelier de restauration Bellin, conservé dans les archives de la Société archéologique du Midi de la France, sur lequel on reviendra plus loin. Dans un second temps, on prévoyait une phase de visite sur site pour observer les peintures dans leur environnement et procéder à une couverture photographique adaptée. Enfin, une ultime phase de rédaction d'un rapport, conçu sous forme d'une grille normalisée, devait permettre de synthétiser les données du constat d'état mais aussi de consigner les préconisations du prestataire en termes de travaux futurs, classées par degré d'urgence, à des fins plus opérationnelles. Cette grille normalisée fut dans un premier temps envisagée comme pouvant prendre la forme d'un tableur, permettant de reverser simplement ces données dans les logiciels de gestion (Agrégée pour l'État, RenablMP pour le Département). Pour toutes ces étapes, on estimait nécessaire entre un et trois jours de travail au maximum, ce qui, on le verra, était très optimiste. Dans ce laps de temps contraint, et en l'absence de moyens d'investigation conséquents (échafaudages immobilisés, relevés, analyses stratigraphiques, analyses en laboratoire...), il ne s'agissait évidemment pas d'une véritable étude approfondie avec un constat d'état exhaustif. Le but n'était pas de se substituer aux propriétaires des édifices mais de disposer d'un outil de connaissance et de planification.
- 13 Pour accompagner la mise en œuvre du projet et son lancement opérationnel, la DRAC Occitanie sollicita l'assistance du Centre interdisciplinaire de conservation-restauration de Marseille (CICRP), dans le cadre de la convention annuelle de partenariat entre ces

deux institutions. Une semaine de visites fut organisée dans le département du 16 au 20 octobre 2017, afin de tester le protocole, préciser la méthodologie et le contenu de la future étude avant établissement d'un cahier des charges pour consultation des entreprises. À l'issue de ces visites, Jean-Marc Vallet, ingénieur d'étude, et Odile Guillon, photographe du CICRP, fournirent à la DRAC et au Département du Lot une proposition de grille formalisée, baptisée « Évaluation sommaire de l'état de conservation d'un décor peint », ainsi qu'une fiche d'aide à la réalisation du dossier photographique, listant un certain nombre de recommandations pour le futur prestataire.

- 14 À la suite de ce rapport, un cahier des charges fut établi pour consultation de prestataires. Concernant les profils recherchés, il fut établi que le candidat pouvait être une personne individuelle ou éventuellement un groupement d'un nombre limité de professionnels (2 à 3 maximum) afin de garantir la bonne cohérence du contenu des fiches et des synthèses à établir. Un diplôme dans le domaine de la restauration des peintures murales, de niveau master 2 ou équivalent, était demandé, mais la consultation était également ouverte à des scientifiques de la conservation spécialisés dans le domaine des peintures murales. Ces derniers devaient disposer ou s'entourer de compétences en matière de restauration. Était également ouverte aux candidats la possibilité de s'entourer des compétences d'un photographe expérimenté dans la réalisation de photodocumentation technique. À l'issue de cette consultation, c'est la restauratrice Diane Henry-Lormelle qui fut retenue pour conduire la première année d'étude, envisagée comme une phase de test de la démarche.

Les deux premières campagnes d'étude (2019-2020, 2022)

- 15 La première campagne d'étude a débuté à la fin de l'année 2019. La majorité des sites ont été vus durant l'année 2020, mais quelques décors n'ont pu être examinés que fin 2021. Elle a porté sur une douzaine d'ensembles peints, répartis sur quatre communes du nord du Lot, choisis parmi la cinquantaine de décors prioritaires pour l'étude identifiée au préalable. Tout d'abord, l'église paroissiale Saint-Germain de Creysse, propriété communale, a été retenue. C'est un édifice classé par arrêté du 5 janvier 1949. Un enfeu ménagé dans le mur sud conserve les vestiges d'un décor peint, avec une probable Mise au tombeau. Subsistent également encore à l'intérieur des fragments d'une litre funéraire portant les armoiries des La Tour, vicomtes de Turenne et ducs de Bouillon (fig. 12). L'église paroissiale Notre-Dame-de-l'Assomption de Reilhaguet n'est quant à elle pas protégée, à l'exception des peintures de sa chapelle nord (fig. 13) qui ont été classées au titre des objets mobiliers par arrêté du 5 octobre 1972. L'église Saint-Sixte de Lamothe-Fénelon a été retenue également. Elle est classée au titre des monuments historiques par arrêté du 3 mai 1913 et ornée de peintures murales au niveau du chœur (fig. 14). Une litre funéraire est également visible sur le mur extérieur de l'abside et celui du collatéral méridional. Enfin, l'église et le château de Carennac ont été retenus pour sept décors, cinq situés dans le prieuré – château des doyens (le décor de la galerie, la cheminée du grand salon, les décors du chaufferie et du réfectoire, la cheminée de la chambre du doyen), un dans l'église (chapelle des quatre évangélistes) (fig. 15) et un dans une maison privée (Rencontre des trois morts et des trois vifs).

Fig. 12



Creysse (Lot), église Saint-Germain ; détail de la litre funéraire
© Diane Henry-Lormelle

Fig. 13



Reilhaguet (Lot), église Notre-Dame-de-l'Assomption ; décors peints de la chapelle nord
© Diane Henry-Lormelle

Fig. 14



Lamothe-Fénelon (Lot), église Saint-Sixte ; peintures de la voûte du chœur
© Diane Henry-Lormelle

Fig. 15



Carennac (Lot), église Saint-Pierre ; décors de la chapelle des quatre évangélistes
© Diane Henry-Lormelle

- 16 Les difficultés conjoncturelles liées à la crise sanitaire ont affecté cette première campagne d'étude qui a débuté fin 2019 mais ne s'est achevée, après une réunion bilan en juin 2020, que fin 2021, avec une transmission des résultats progressive fin 2021-début 2022. La 2^e campagne n'a donc pu être lancée qu'en 2022. Au vu de ces difficultés et du suivi en pointillé qui en a résulté, mais aussi de l'expérience acquise et des premiers ajustements opérés sur le terrain, on a considéré qu'une seconde année d'étude était nécessaire pour clore une véritable phase de test qui aura permis d'éprouver la méthodologie élaborée, d'affiner les outils conçus et de confronter à la réalité du terrain la pertinence des objectifs préalablement fixés à l'étude.
- 17 Pour l'année 2022, ce sont cinq sites supplémentaires qui ont été retenus. Carennac a tout d'abord été reconduit, car la multiplicité et la complexité des décors muraux du site n'avait pas permis son achèvement dans la première année d'étude. Quatre nouveaux sites ont par ailleurs été sélectionnés, couvrant cette fois-ci le sud-ouest du département : l'église de la Masse aux Junies, l'église de Rouillac à Montcuq, l'église de Martignac à Puy-l'Évêque, les chapelles du site castral de Pestillac à Montcabrier.

Enjeux et difficultés rencontrés

- 18 Par rapport aux objectifs initiaux de l'étude et à la méthodologie définie au préalable, un premier bilan peut déjà être établi. Les difficultés rencontrées ont permis d'opérer certains choix qui ont orienté l'étude dans une direction un peu différente de ce qui avait été initialement prévu.

Le facteur temps

- 19 Le premier constat porte sur un point très pragmatique mais central : le facteur temps. L'objectif à la conception de l'étude était d'une dizaine voire une quinzaine de décors par campagne annuelle, à raison d'une quinzaine de jours de travail estimés à environ 10 000 euros. En réalité, les deux premières années d'étude ont montré que ce temps de travail avait été très sous-évalué, et que pour s'en tenir à un tel budget, il était nécessaire de revoir cette ambition numérique à la baisse si l'on souhaitait maintenir la qualité de l'étude. Avec un objectif de sept sites correspondant à une dizaine de décors muraux pour la première année, un site n'a pu être bouclé dans le cadre de la première campagne et a dû être reporté en 2022 (Carennac). Il apparaît complexe pour la maîtrise d'ouvrage d'estimer à l'avance, au niveau du cahier des charges, le temps nécessaire au restaurateur pour mener un constat d'état sanitaire sur chaque site. La première année d'étude a bien montré l'écart entre le prévisionnel et la réalité, et la diversité des cas de figure présentés par chaque site. Pour préparer la 2^e année, une tournée a été effectuée en amont avec la restauratrice sur une sélection de sites pressentis, permettant d'évaluer au plus juste le nombre de jours nécessaires sur chacun. À l'issue de cette nouvelle campagne, il est apparu que le temps de travail sur site (3 jours) s'avérait adapté, mais qu'il ne pouvait intégrer le temps de traitement de la documentation photographique et de rédaction de la fiche (quasiment 5 jours supplémentaires par site). Cette problématique devra être réglée dans le cadre de la future consultation pour les prochaines tranches de l'étude, avec peut-être une fourchette de journées de travail minimum et maximum que le prestataire aura la liberté de moduler à sa guise.

Être exhaustif ou ne pas l'être ?

- 20 Au-delà d'une certaine sous-évaluation du travail nécessaire pour chaque décor, notamment du temps de traitement des photographies et de rédaction de la synthèse, la difficulté vient aussi du fait que sur certains sites, il peut exister plusieurs décors, dont certains non repérés ou non jugés dignes de mention dans la documentation (un décor répétitif du XIX^e siècle, par exemple). Ce cas de figure s'est rencontré dès le commencement de l'étude à Carennac. Il a été très rapidement arbitré que tout décor identifié, même fragmentaire, quelle que soit sa date ou sa qualité, devait faire l'objet d'une fiche à part. À Reilhaguet, les peintures encore sous badigeon dans la nef et très partiellement visibles ont fait l'objet d'une fiche, de même que le décor XIX^e siècle du chœur. Ainsi, l'étude est conçue comme le moyen d'établir à un instant T une photographie de tous les décors connus d'un site, de manière à ce qu'aucune information ne soit perdue en vue d'une future étude approfondie. Cela étant, pour tenir le budget et les délais définis, il était impossible de consacrer autant de temps et de soin à chacun des décors identifiés. La restauratrice a donc établi des fiches principales pour les décors connus et visibles, ceux qui avaient été jugés prioritaires au moment de la définition de l'étude, et a rédigé des fiches dites « annexes », beaucoup moins développées, sur les autres décors identifiés. Par ailleurs, dès sa réponse à la consultation, la restauratrice retenue avait émis la possibilité de s'associer à d'autres intervenants de même qualification au cas où ce temps aurait été sous-estimé, ce qui s'est avéré être le cas. Diane Henry-Lormelle a terminé l'étude avec sa consœur Aude Aussilloux. Au-delà de la stricte problématique du temps, le travail collectif sur site semble avoir été profitable à la qualité de l'étude puisque les regards croisés et les échanges entre professionnelles favorisent un traitement exhaustif des sites et des problématiques posées. Cette configuration en binôme a été retenue pour la 2^e année de l'étude.

Une méthodologie affinée

- 21 La première année d'étude a été l'occasion de perfectionner la méthodologie et les outils conçus avec l'aide du CICRP, en les confrontant au terrain. La grille d'analyse conçue pour synthétiser toutes les informations sur chaque décor a ainsi évolué. Les modifications proposées ont essentiellement consisté en un enrichissement d'informations. Par exemple, il a paru important de pouvoir distinguer dans la grille les restaurations à proprement parler d'autres interventions postérieures au décor. Cela a par exemple permis de faire le distinguo à Lamothe-Fénelon entre la campagne de restauration de Bellin en 1979 et une campagne de vandalisme iconoclaste dont résultent les larges stries qui barrent toute la surface du décor, sur laquelle on reviendra plus loin. La restauratrice a également procédé à une hiérarchisation de données dans le tableau récapitulant les altérations, qu'elle a choisi de classer par strates (maçonnerie, enduit de support, couche picturale...) pour être aussi exhaustive au possible. À l'issue de la 2^e phase de test de l'étude, il est apparu que l'outil méthodologique ainsi affiné s'avérait particulièrement performant pour une observation de site sur trois jours.

Évolution des critères de sélection des sites

- 22 La sélection des sites a posé et pose encore certains problèmes. Celle des deux premières années s'est faite sur la base de la liste des 51 décors jugés prioritaires en 2017. Cette liste contenait notamment des décors peints conservés à la cathédrale de Cahors, propriété de l'État et gérée par la DRAC, d'autres présents au château de Castelnau-Bretenoux, propriété de l'État et en gestion au Centre des monuments nationaux, d'autres encore au collège Gambetta, propriété du Département du Lot. Il n'a finalement pas semblé pertinent d'inclure ce type d'ensembles dans une étude cofinancée par le Département du Lot et l'État (DRAC Occitanie), considérant que chacun des gestionnaires disposait des moyens et des compétences pour lancer les études préalables jugées pertinentes sur les monuments qu'il gère en toute autonomie. L'étude sur les peintures murales apparaît davantage comme un instrument de politique publique destiné, au-delà d'une mission de connaissance aussi exhaustive que possible de l'état sanitaire des peintures murales sur un territoire, à donner un coup de pouce à des communes et propriétaires privés qui auraient du mal à envisager de se lancer dans une étude diagnostique globale sur un édifice dont ils ont la charge. S'il est prévu, à terme, que l'ensemble des peintures murales soit couvert par cette étude, il semble qu'un des critères principaux pour la sélection annuelle de sites puisse être l'opportunité ou non de transformer à court terme l'essai de cette première étude en travaux sur l'édifice, portés cette fois par son propriétaire. Ainsi, parmi les sites de la première campagne d'étude, le choix de l'église de Lamothe-Fénelon et de l'église et du château des doyens de Carennac semble particulièrement justifié. La mairie de Lamothe-Fénelon a ainsi sollicité la DRAC et le Département à l'issue de l'étude pour un accompagnement dans la restauration et la mise en valeur de son église. Le site de Carennac est quant à lui concerné par un projet de Centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine qui donnera très probablement lieu à des travaux. Dans ce cadre, l'existence de cette première étude a permis d'alimenter le cahier des charges d'une future étude diagnostique de manière très précise et d'anticiper toute problématique liée aux décors muraux. Le cas de Reilhaguet est un peu particulier, puisque cette église présente une protection partielle des seuls décors de sa chapelle nord, alors qu'elle est à l'évidence couverte de peintures murales encore sous badigeon (fig. 16). Par ailleurs, cette protection est impropre puisqu'au titre des objets mobiliers et non des immeubles, ce qui peut poser problème en cas de travaux. Dans ce cas précis, l'étude a fourni un ensemble de données techniques, d'observations et de photographies de qualité qui vont permettre l'examen d'une proposition d'extension et de régularisation de protection en Commission régionale du patrimoine et de l'architecture courant 2023, ceci afin de pouvoir accompagner la commune au mieux financièrement si elle souhaite engager des travaux de mise en valeur intérieure.

Fig. 16



Reilhaguet (Lot), église Notre-Dame-de-l'Assomption ; vestiges de peintures sous-jacentes dans la nef
© Diane Henry-Lormelle

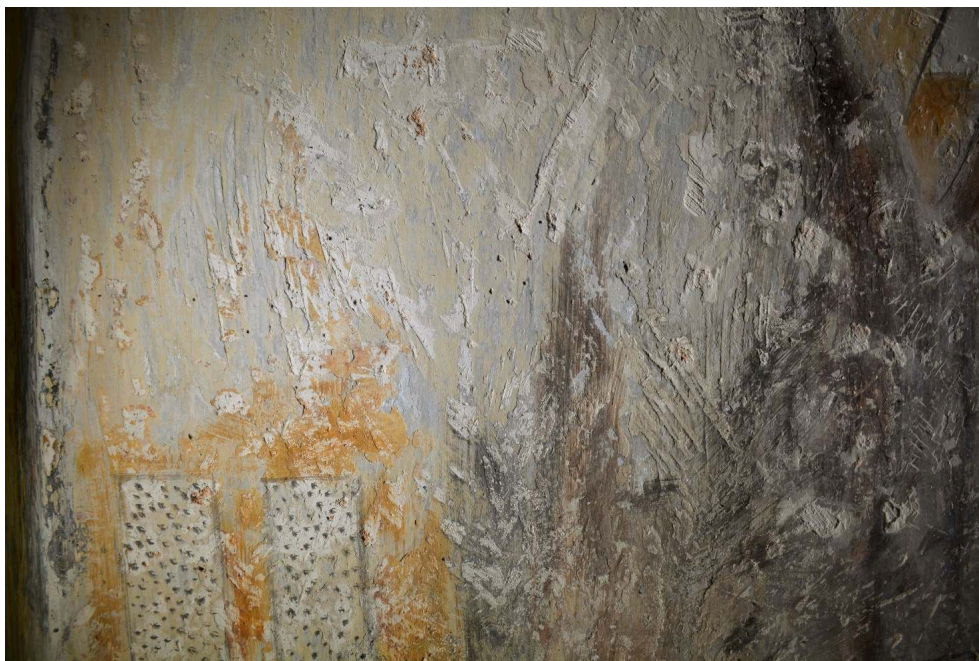
Premiers enseignements

D'une meilleure connaissance des restaurations anciennes...

- 23 La grande majorité des églises protégées au titre des monuments historiques dans le Lot a bénéficié de restaurations anciennes, dont un grand nombre ont eu lieu dans les décennies 1970 à 1990. Cette étude est l'occasion de faire le point sur les restaurations connues, sur la documentation disponible à leur sujet dans les archives de la DRAC et à la Médiathèque du patrimoine et de la photographie, et de confronter ces données à l'observation de terrain. Les églises de Creysse, Lamothe-Fénelon et Reilhaguet notamment ont fait l'objet de restaurations dans les années 1970 par l'atelier Bellin (1977, Creysse ; 1979, Lamothe-Fénelon) et l'atelier Bourgoïn (1974, Reilhaguet). Pour ces interventions anciennes, on dispose rarement de rapports d'intervention détaillés au sens où on l'entend aujourd'hui, mais des factures et descriptifs nous permettent toutefois d'avoir connaissance de ce qui a été fait et des produits appliqués, et l'on retrouve parfois les campagnes photographiques réalisées au moment de ces opérations. À ce sujet, le fonds de l'atelier Bellin, déposé dans les archives de la Société archéologique du Midi de la France, a été d'une grande aide et a fait l'objet d'un dépouillement systématique. Si certaines de ces restaurations semblent ne poser que des problèmes essentiellement esthétiques, compréhensibles au vu de leur grand âge, comme les restaurations de Bellin à Creysse ou Lamothe-Fénelon, d'autres posent clairement des problèmes de conservation. C'est le cas pour la restauration de Bourgoïn

à Reilhaguet, par le recours à des mises en œuvre inadaptées au moment du dégageant, qui ont entraîné lacunes et incisions accidentelles dans le décor, par l'utilisation de produits ayant pu laisser des résidus et entraîner des vieillissements inesthétiques (enduits de colmatage, fixatif en excès, emploi d'acide chlorhydrique), et par l'inachèvement de l'opération de dégageant des décors, qui semble avoir posé des problèmes techniques insurmontables. Il en résulte un aspect très insatisfaisant du décor, avec une lecture brouillée par des usures de la couche picturale et la présence de résidus de badigeons (fig. 17). La connaissance plus fine de ces interventions qui passe par la confrontation des observations de terrain et de la documentation devrait permettre à terme une meilleure compréhension des altérations qui peuvent en résulter, et une meilleure appréhension des problématiques de dérestauration qui peuvent se poser le cas échéant. Par ailleurs, des travaux inconnus jusqu'alors ont pu être identifiés et signalés, de même que des travaux documentés mais dont la réalité de mise en œuvre a pu apparaître comme différente. Ainsi, toujours à Lamothe-Fénelon, la restauratrice a pu démontrer que les enduits mis en œuvre par l'entreprise de maçonnerie en 1979, en accompagnement de la restauration des peintures par Bellin, sont de nature hydraulique, contrairement aux prescriptions techniques de l'époque et à ce que l'entreprise a facturé (« enduit chaux grasse lissé »).

Fig. 17



Reilhaguet (Lot), église Notre-Dame-de-l'Assomption ; détail d'incisions, éraflures et résidus de badigeons dus au dégageant des peintures par l'atelier Bourgoin

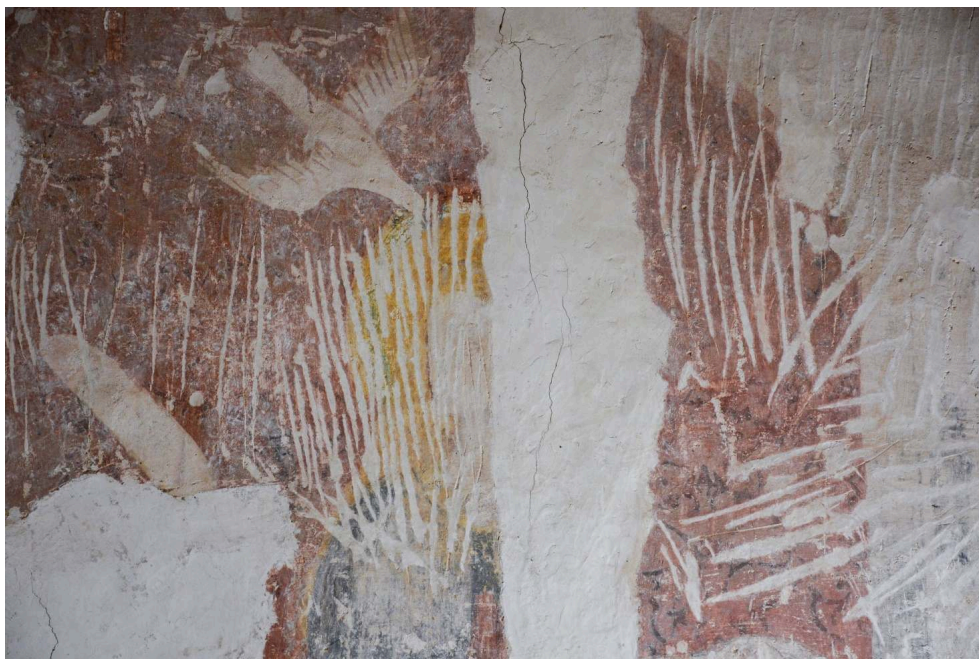
© Diane Henry-Lormelle

... à une meilleure connaissance des peintures murales

- 24 Des observations faites dans ce cadre ont permis de recouper des faits historiques ou de rétablir certaines contre-vérités. Ainsi, à Lamothe-Fénelon, les saignées qui barrent le décor ancien (fig. 18) étaient-elles jusqu'à présent associées dans la documentation à la mise au jour des peintures dans les années 1970, comme des malades de

dégagement. Or ces incisions orientées perpendiculairement à la surface peinte, et non latéralement, ont été pour beaucoup colmatées par des enduits de restauration voire retouchées sur le cul-de-four. Elles sont donc bien intentionnelles et antérieures à la restauration de Bellin. Il y a tout lieu de penser qu'il s'agit d'une campagne de vandalisme iconoclaste, qui pourrait correspondre à l'époque des guerres de Religion. De plus, des traces d'incendie ont été repérées au niveau de l'avancée droite du chœur (rubéfaction de la pierre), qui pourraient correspondre à l'incendie de 1367 mentionné par l'abbé Pons.

Fig. 18



Lamothe-Fénélon (Lot), église Saint-Sixte, saignées obliques barrant le visage de la Vierge (murs de l'abside)

© Diane Henry-Lormelle

- 25 Au sein du corpus des peintures murales déjà étudiées, l'ensemble du chœur de l'église Saint-Pierre de Rouillac (commune de Montcuq) a particulièrement bénéficié de cette observation rapprochée. L'étude a permis de mettre en évidence le caractère extrêmement restauré et quasiment repeint par endroits de cet ensemble de peintures du XIII^e siècle. On ne dispose que de peu de documents d'archives concernant l'église de Rouillac, en raison du classement tardif de son chœur et de ses peintures par arrêté du 9 juillet 1980. Les archives produites dans le cadre de l'instruction du dossier de protection font état d'un dégagement des peintures à l'initiative du curé desservant, qui les aurait lui-même mises au jour, on ne sait à quelle date. Ces peintures sont alors signalées comme assez usées. Des photographies prises en avril 1973 montrent les peintures déjà restaurées. À l'entrée de l'église, une plaque commémorative signale des travaux dans les années 1970 : « Le chœur fut restauré par Joseph Derville et des amis en 1977. À cette date fut créée l'association « les amis des églises rurales du Quercy-Blanc ». Douze autres restaurations ont été réalisées ensuite dans le canton. ». L'étude par les restauratrices semble en effet indiquer que plusieurs personnes pourraient être intervenues sur les peintures, peut-être en deux campagnes distinctes. La plus ancienne

concerne les repeints où l'on distingue plusieurs mains : un intervenant plus habile, qui redonne du contour aux figures romanes avec un tracé fin et discontinu de couleur brun orangé (fig. 19), d'autres mains plus maladroites, presque enfantines dans la réalisation de certains visages (fig. 20). D'après la notice consacrée à l'église de Rouillac dans l'ouvrage *Archives de pierre. Les églises du Moyen Âge dans le Lot*¹, « Une note dactylographiée non datée laisse entendre que les « fresques de Rouillac ont été restaurées par le peintre Michel Gigon². » L'intervention de cet artiste normand, connu notamment comme cartonnier de vitraux, n'est pour le moment pas davantage documentée. Dans le dossier de demande de protection des peintures murales, Étienne Cuquel, architecte des bâtiments de France de l'époque précise : « La restauration sobre et discrète faite par l'ensemble de la population ajoute encore à la valeur de cet édifice et le rend digne d'une protection, afin que soient encouragées des initiatives de cette qualité ». En fait de restauration « sobre et discrète », il semble que les peintures de Rouillac, très usées à l'issue de leur dégagement, aient fait l'objet d'une intervention très intrusive, avec des repeints très étendus, notamment dans les parties les plus usées, qui ont pour effet de réinterpréter voire totalement recréer certains éléments iconographiques dont on ne retrouve aucun vestige original. Le classement en 1980 de ces peintures déjà lourdement restaurées interpelle. Au vu des conclusions de l'étude, des recherches plus poussées vont être menées en archives pour documenter ces interventions anciennes. L'étude aura déjà permis d'alerter sur la nécessité de réaliser, dans le cadre d'éventuels futurs travaux, une étude critique exhaustive des peintures, avec une cartographie complète des repeints. Pour l'heure, elle permet déjà d'inviter les chercheurs à la prudence dans l'étude iconographique et stylistique de cet ensemble.

Fig. 19



Montcuq (Lot), église de Rouillac, détail du visage du Christ sur la croix. La majeure partie des cernes de contour est une restitution du peintre-restaurateur, qui a simulé le niveau du dessin préparatoire.

© Diane Henry-Lormelle

Fig. 20



Montcuq (Lot), église de Rouillac, détail d'un personnage totalement réinventé et peint maladroitement, dans la scène du Christ entrant à Jérusalem

© Diane Henry-Lormelle

Conclusions et perspectives

- 26 Au terme de ces deux premières campagnes, seules huit communes ont été concernées par cette étude, soit une douzaine de décors. On est loin de l'exhaustivité et de la rapidité d'exécution visées initialement. En tant qu'outil de planification, devant permettre l'établissement de priorités d'interventions pour les années à venir, il est difficile de conclure que l'étude aura atteint cet objectif. Deux conditions nécessaires ne peuvent être remplies. Tout d'abord, il faudrait que l'étude puisse avoir lieu sur la cinquantaine de décors identifiés comme prioritaires dans un délai très ramassé (4-5 ans selon les premières prévisions). Cela permettrait d'avoir un point de vue global sur un territoire et une thématique à un instant T. Dans les faits, cet objectif semble impossible à tenir. D'autre part, cela supposerait que la DRAC et le Conseil Départemental aient la main sur la programmation des travaux à suivre, ce qui est loin d'être le cas puisque ce sont les propriétaires maîtres d'ouvrage qui décident ou non de se saisir de l'étude et de transformer l'essai. Le fait d'avoir une vue générale sur les urgences d'intervention n'implique donc pas d'avoir ensuite la certitude de pouvoir accompagner les travaux selon les priorités identifiées. Cependant, cette étude sanitaire qui ne coûte rien aux communes peut constituer une base solide et un geste d'encouragement propre à décider les municipalités à s'engager plus avant dans la préservation de leur patrimoine. Sur ce point, des pistes d'amélioration ont été identifiées pour les prochaines années, afin de mieux sensibiliser les communes au début et à la fin de l'étude : rédaction de courriers aux municipalités pour introduire la restauratrice et mieux situer le contexte d'intervention, puis formalisation de la

restitution par un courrier cosigné par le Conseil Département et la DRAC, avec réunion officielle de restitution sur site en présence des élus.

- 27 En revanche, cette étude sanitaire départementale est clairement un outil de connaissance très intéressant du point de vue de l'histoire de l'art et de l'histoire de la restauration, car l'observation fine couplée au récolement de la documentation permet déjà un certain nombre de constatations que des analyses complémentaires ultérieures (archéologie du bâti, analyses en laboratoire...) pourront étayer et compléter. Par ailleurs, ces données ont un intérêt qui dépasse le strict cadre départemental. Par exemple, la question transverse des restaurations anciennes et des problématiques techniques qu'elles posent aujourd'hui est tout à fait pertinente pour d'autres départements d'Occitanie, voire d'autres régions, où les ateliers de restauration en question ont pu œuvrer par ailleurs. L'enjeu est de savoir aujourd'hui comment valoriser et restituer ces informations. Une piste pourrait être l'enrichissement des fiches peintures murales de l'Inventaire sur le portail national POP.
- 28 Enfin, la valorisation et la compréhension de cette démarche auprès du grand public et des collectivités, à savoir les communes, leurs élus et leurs habitants, est un enjeu pour lequel le service médiation du Conseil départemental du Lot peut également venir en appui. Dans cette perspective, il est prévu que l'étude sanitaire pluriannuelle sur les peintures murales du Lot soit mise en valeur dans la prochaine exposition organisée par le service médiation du Département, consacrée en 2023 aux relations entre sciences et patrimoine. Cette exposition itinérante, destinée à être prêtée aux communes, écoles, offices de tourisme qui le souhaiteraient sur les cinq prochaines années, sera l'occasion de présenter la démarche et ses premiers résultats, prioritairement auprès des communes concernées. Elle pourra être actualisée et enrichie au fil de la progression de l'étude et viendra en appui de conférences et de visites des édifices à destination des habitants.
- 29 À l'issue du bilan de la seconde campagne d'étude, forts des premiers résultats obtenus et convaincus de l'intérêt de cette démarche tant pour la connaissance que pour la conservation de ce patrimoine peint, le Département du Lot et la DRAC Occitanie ont acté la préparation d'une nouvelle consultation d'entreprises sur la base d'un cahier des charges affiné, pour une poursuite de l'étude sur les trois prochaines années.

BIBLIOGRAPHIE

Archives de pierre, les églises du Moyen Âge dans le Lot. Dir. Nicolas Bru, Silvana Editoriale, décembre 2011.

Archives de pierre, donjons et châteaux du Moyen Age dans le Lot. Dir. Gilles Séraphin, Éditions Midi-Pyrénéennes, décembre 2014.

CZERNIAK Virginie. *La peinture murale médiévale en Quercy (XII^e-XVI^e siècles).* Thèse soutenue à Bordeaux III sous la direction de Jacques Lacoste en 2004. Non publiée.

DI COSTANZO Lucette, *Les peintures murales du Lot, ancienne province du Quercy*, mémoire de maîtrise sous la direction de Jacques Lacoste, Bordeaux, Université Michel de Montaigne, Bordeaux III, 1991-1992. Non publiée.

LE DESCHAULT DE MONREDON, Térrence. *Le décor peint de la maison médiévale. Orner pour signifier en France avant 1350*. Paris : Picard, 2015.

MESURET Robert, *Les peintures murales du Sud-Ouest de la France du XI^e au XVI^e siècle*, Paris, Picard, 1967.

MOUNIER Aurélie, *Aurum, argentum et aliae res innumerabiles. Les dorures dans les peintures murales médiévales du Sud-Ouest de la France*, thèse de doctorat en sciences archéologiques, Université Michel de Montaigne à Bordeaux, 2010. En ligne

PECHEUR Anne-Marie, « La peinture murale en Quercy à la fin du Moyen Age », in *Bulletin de la société des études du Lot*, t. C, 1979.

NOTES

1. Conseil départemental du Lot, 2011, p. 250.
2. Non retrouvée à ce jour.

RÉSUMÉS

Le département du Lot compte plus de 110 ensembles de décors peints protégés parmi les monuments historiques, identifiés en tant que tels car présentant un caractère historique ou iconographique remarquable. La plupart sont datés des XV^e et XVI^e siècles, période de reconstruction après la guerre de Cent Ans. En 2002 le service de l'Inventaire général du patrimoine culturel initia le recensement systématique des décors peints médiévaux et modernes du département du Lot.

Puis, en 2011, en collaboration avec le service patrimoine du Département, l'ouvrage *Archives de pierre, les églises du Moyen Âge dans le Lot* est publié et une mise en ligne des notices thématiques est faite. Cette étude se poursuit aujourd'hui car une grande partie de ce corpus présente des altérations et des problèmes de conservation, posant les questions de l'état sanitaire des édifices et de l'efficacité, voire des effets négatifs des anciennes techniques de restauration.

C'est pourquoi la DRAC Occitanie et le Département du Lot ont décidé en 2018 de lancer une étude visant à dresser un fichier sanitaire pour chacun des décors identifiés. Cette étude doit permettre de disposer d'une connaissance générale de l'état de conservation physique des peintures murales protégées, afin d'une part de mesurer si des pathologies communes ou transversales peuvent être ou non identifiées, et, d'autre part, de définir des priorités d'intervention au cours des années qui suivront. Cette démarche programmée sur du long terme démarrant par un inventaire et aboutissant à une mise en place de priorités d'interventions concrètes est particulière et unique en France.

The Lot department has more than 110 sets of painted decorations protected as Historic Monuments, identified as such because of their remarkable historical or iconographic character.

Most of them date from the 15th and 16th centuries during a period of reconstruction after the Hundred Years War. In 2002, the French Cultural Heritage department initiated a systematic inventory of medieval and modern painted decorations in the Lot department.

Then, in 2011, in partnership with the department's heritage service, the book *Archives de pierre, les églises du Moyen Âge dans le Lot* was published and the thematic notes were made available online. This study continues today because a large part of this corpus presents alterations and conservation problems, raising questions about the buildings' structural soundness as well as the effectiveness, or even the negative effects, of old restoration techniques.

Consequently, in 2018 the DRAC Occitanie and the Lot department decided to launch a study aimed at drawing up a sanitary file for each of the identified decorations. This study seeks to provide general knowledge of the protected wall paintings' states of conservation in order to measure whether or not common or transversal pathologies can be identified, and to define priorities for interventions in the years to come. This long-term approach starting with an inventory and leading to the establishment of concrete intervention priorities is particular and unique in France.

INDEX

Index géographique : Lot

Mots-clés : peintures murales, Moyen Âge, conservation-restauration, diagnostic sanitaire

Keywords : mural paintings, Middle Age, conservation, restoration, diagnosis

AUTEURS

GUILLAUME BERNARD

Conseil Départemental du Lot, chargé de mission patrimoine mobilier

MANON VIDAL

Direction régionale des affaires culturelles d'Occitanie, conservatrice des monuments historiques